



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Discours du Premier ministre François FILLON

Réunion avec les parlementaires de la majorité

Hôtel de Matignon, mercredi 7 juillet 2010

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, monsieur le Président du Sénat, messieurs les Présidents des groupes, mes chers amis,. Inutile de vous dire que je suis heureux de vous recevoir à Matignon au terme de cette session ordinaire mais vous comprendrez aussi que je le fasse avec une certaine gravité.

Depuis trois ans, nous réformons ensemble la France, nous avons eu des moments de grâce, mais aussi des coups durs, des revers, nous avons surmonté des crises, c'est le lot de tout gouvernement. Vous reconnaitrez que le nôtre n'a pas été épargné ni par les critiques, ni par la récession.

Dans les difficultés nous avons toujours fait bloc, nous avons toujours décidé d'aller de l'avant parce que rien n'est plus dangereux que la peur qui est l'antichambre de la défaite. Face à l'opposition nous n'avons jamais craint le débat d'idées. Face à la rue nous n'avons jamais craint d'être résolu. Et aujourd'hui nous sommes face à un adversaire insaisissable et sournois qui a pour nom la rumeur, le soupçon, le procès d'intention.

Tout pouvoir rencontre un jour ce cortège de coups bas et de calomnies. La violence de celui que nous affrontons aujourd'hui est d'autant plus forte que l'effort de réforme que nous avons entrepris est important et qu'il touche à l'essentiel. L'exercice du pouvoir, cela n'est pas un privilège, l'exercice du pouvoir c'est une épreuve, l'exercice du pouvoir c'est une charge et pour l'accomplir il faut du courage, il faut de la détermination et il faut du sang froid. Et je veux que vous sachiez, qu'avec le président de la République, nous ne céderons pas à cette agitation.

Nous n'ajouterons pas à la crise économique et financière une crise politique. Je ne laisserais pas le gouvernement de la France se faire désarçonner par les premiers imprécateurs venus, eux qui ont totalement oublié que l'innocence se présume et que la culpabilité se prouve. L'honneur de la politique m'a toujours conduit à refuser d'attaquer un homme public que la clameur accusait sans preuve. Je l'ai fait hier pour mes adversaires politiques. Je le fais aujourd'hui pour mes amis. Je défends l'honneur d'Eric WOERTH comme je défendrais le vôtre si vous étiez brutalement la proie d'une vindicte sans preuve.

Ca n'est même pas à mes yeux, une question politique, c'est une question de principe. Car, où nous mène cette prétendue justice du soupçon qui jette les noms des uns puis des autres en pâture ? Où nous mène cette prétendue justice de comptoir qui ne s'appuie pas sur des faits établis mais sur des allégations ? Où nous mène cette justice sans juge qui s'en remet à l'opinion alors que la fonction de toute justice c'est de protéger de la vindicte publique ? Eh bien nous savons où tout cela nous mène. Cela nous mène au populisme. Et cela nous mène tout droit à la déliquescence de notre démocratie.

Hier soir, au journal de 20h, les Français ont pu ressentir au fond de leur cœur l'honnêteté et la droiture d'Eric WOERTH. Ceux qui l'ont accusé hier d'être intervenu dans le dossier fiscal d'une grande fortune française, savent tellement la vacuité de leurs accusations qu'il leur a fallu en trouver de nouvelles pour poursuivre leur basse besogne.

Depuis que j'ai diligenté, avec François BAROIN, une enquête de l'Inspection générale des finances sur ce sujet, il fallait vite trouver autre chose. Un témoin anonyme qui en dit plus à la presse qu'à la police, qui ne produit aucune preuve, et qui confond le département de la Haute Savoie et la Fédération helvétique, voilà le fondement de ce que l'opposition appelle une crise de régime.

Ceux qui se laissent aller à colporter sans aucune précaution ces ragots et ces calomnies, ont-ils encore une conscience ?

Je refuse ce poison distillé par ceux qui ont toujours cherché à abattre nos institutions. Jamais la Vème République n'a été aussi contrôlée. Et comme par hasard c'est le moment précis où les attaques redoublent. Jamais le fonctionnement de l'Élysée n'a été aussi transparent, et ceci, à la demande de Nicolas SARKOZY. Et voilà que c'est lui qui est la cible des faiseurs de scandales. Jamais les contraintes pesant sur les ministres et leurs cabinets n'ont été aussi étroites, jamais le financement des partis politiques n'a été aussi encadré, et voilà qu'il suffit de quelques allégations pour essayer de balayer tout cela.

Le gouvernement doit se montrer exemplaire. Le gouvernement doit se montrer digne de confiance. Il n'est pas question d'être complaisant mais il est aussi hors de question d'être l'otage de la rumeur. Il y a eu des comportements inadaptés. Les intéressés en ont tiré les conséquences et nous avons, avec le président de la République, procédé à un ajustement gouvernemental. Certains en demandent davantage, d'autres nous pressent de rebattre les cartes. Je veux vous dire que, et c'est une des forces de notre République et de ses institutions, Nicolas SARKOZY est maître de son calendrier et il est maître de ses choix, parce qu'il incarne l'autorité de la République et cette autorité exige de ne pas céder aux intimidations et aux humeurs du jour. Une partie de l'opposition a perdu tout sang-froid, et délivre des coups sur les personnes pour ne pas avoir à les déployer sur les idées. Eh bien notre meilleure réponse c'est notre unité, c'est notre calme, c'est notre sang-froid, c'est notre détermination, c'est la poursuite méthodique des réformes et c'est l'affirmation de nos valeurs.

C'est ce que nous faisons avec le projet de loi sur l'interdiction du voile intégral. Certes, il ne concerne qu'une minorité, mais il répond à l'appel d'une grande majorité de Français qui sent bien que notre pacte républicain doit être clairement défendu.

La crise a alimenté les communautarismes, les intégrismes et toutes ces haines insidieuses qui divisent notre communauté nationale. Les Musulmans, les Juifs, les Noirs en sont les victimes. Mais aussi ceux qui, dans nos cités, sont qualifiés de Gaulois. Tout cela nous commande de rappeler avec force les règles de notre contrat national et les principes d'autorité et de fraternité de la République.

Le débat sur les retraites constitue lui aussi un combat pour des valeurs, parce que dans ce débat sur les retraites qu'est-ce qui est en jeu ? D'abord, il y a la vérité face au mensonge. Je laisse à leur conscience ceux qui ignorent l'intérêt général pour quelques voix de plus. Il y a ensuite le courage de réformer face à la lâcheté de ne rien faire. Il y a ensuite la solidarité vis-à-vis des générations futures, face à l'égoïsme de ceux qui prétendent qu'un bon coût d'impôt sur certains sera toujours moins douloureux qu'un véritable effort de la part de tous. Je ne dirais jamais assez que c'est le camp de la réforme qui sauve notre régime par répartition et c'est le camp du statu quo qui le condamne à terme. L'immobilisme du Parti socialiste mène tout droit à la faillite de nos retraites. Et mes amis, la faillite de nos retraites mènerait tout droit au chacun pour soi. Et le chacun pour soi, c'est la prime aux plus fortunés et c'est la misère pour les plus modestes. Voilà où conduirait la lâcheté.

Le combat pour les valeurs, c'est aussi celui que nous allons délivrer pour réduire nos déficits publics. Le ministre du Budget a présenté hier à l'Assemblée, nos orientations sur les finances publiques pour 2011 et il le fera demain au Sénat. Après trente années de facilité, jamais un gouvernement ne s'est imposé un tel rythme de réduction des déficits. Ce n'est pas une question technique, c'est d'abord une question de souveraineté nationale, comme l'a démontré la situation de la Grèce. C'est une question aussi d'efficacité économique parce que la croissance ne va pas sans vertu budgétaire et enfin, c'est une question d'éthique vis-à-vis de nos enfants.

La discipline budgétaire à laquelle nous allons nous assigner va être difficile et elle n'ira pas sans sacrifice. Entre 2010 et 2011, nous devons trouver 40 milliards d'euros ; 15 milliards correspondront à la non reconduction du plan de relance, 11 milliards devront être dégagés par les recettes fiscales liées à l'amorce de la reprise, 14 milliards seront dégagés par des économies dans les dépenses de tous les acteurs publics.

Lors de l'examen du Budget, vous allez, vous, la majorité, être soumis à la pression d'une opinion qui craint les déficits mais qui s'est accoutumée aux dépenses. Je vous le dis, il faudra tenir bon ; il faudra assumer notre politique ; Il faudra revendiquer la baisse de la dépense publique ; il faudra surtout faire preuve d'une discipline sans faille. Je veux le dire devant vous, il ne peut pas y avoir d'exception - même minime - aux règles que nous nous sommes fixées sur les niches fiscales, sur la réduction de la dépense publique. Mais je veux aussi vous dire que j'ai la conviction que notre attitude responsable rencontrera le bon sens des Français. Et le moment venu, nous serons principalement jugés sur la façon dont nous aurons remis le pays sur les rails de la croissance et de l'emploi.

En 2009, la stratégie de relance que nous avons retenue s'est avérée efficace, eh bien maintenant il faut actionner deux leviers complémentaires, les investissements du futur et la maîtrise résolue de nos déficits. J'ai la conviction que cette politique équilibrée portera ses fruits.

Mes chers amis, en Europe la France demeure l'une des nations où le pouvoir d'agir du gouvernement et de la majorité n'est pas freiné par l'absence d'une majorité claire. Tout au long de cette session vous avez, vous, la majorité, adopté des textes utiles à la modernisation de notre pays, des textes dont vous pouvez être fiers. Le grand emprunt et le projet de loi de finances rectificative autorisant la garantie de l'Etat en faveur de la Grèce ; la suppression de la taxe professionnelle ; la loi relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée ; la loi renforçant la lutte contre les bandes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ; le Grand Paris ; la loi de modernisation agricole dont la CMP se réunira demain ; la réforme de notre organisation territoriale qui, malgré les débats qu'elle soulève entre vous, constituera un tremplin pour moderniser notre décentralisation. Sur ce sujet, je veux dire qu'il y a des résistances au changement, il y a des divergences sur les modes de scrutin et sur la répartition des compétences entre les régions et les départements, cela n'est pas un drame, c'est même l'essence du débat parlementaire et du fonctionnement de notre démocratie. Mais les règles de notre système bicaméral nous permettront de trancher ces débats légitimes dans le respect des convictions de notre majorité.

Mes chers amis, cette session aura été la première conduite dans le cadre de la révision constitutionnelle de juillet 2008. Le Parlement a mesuré l'étendue de ses nouvelles attributions et ne s'est pas privé de les utiliser. Certains, à l'époque, craignaient des blocages entre l'exécutif et le législatif, il n'en a rien été, parce que, de part et d'autre, nous avons su agir de façon responsable. Je veux en remercier les Présidents de groupe de la majorité, les Présidents de vos assemblées ainsi que les Présidents de vos commissions. Chaque semaine, nous cherchons ensemble à coordonner notre action, à déminer les problèmes, nous le faisons dans un climat d'amitié, dans un climat de franchise en cherchant à respecter un équilibre. D'un côté, le gouvernement doit tenir son cap et, de l'autre, il doit être à l'écoute parce que, sur le terrain, c'est vous qui êtes en première ligne face à nos concitoyens.

Je veux vraiment vous dire que plus que jamais notre solidarité et notre complémentarité vont être décisives. Avec le Président de la République, je sais parfaitement où se situe le fil de l'intérêt national. Notre priorité politique, ce n'est pas le remaniement, c'est la sécurisation de notre régime par répartition et c'est le rétablissement de nos comptes publics. Notre devoir, c'est de conduire la France hors de la crise économique et financière

qui menace sa prospérité et sa cohésion. Eh bien, avec votre soutien, je veux vous dire que nous le ferons sans crainte et sans nous laisser détourner de notre devoir.